

AUX HABITANS DES CAMPAGNES.

FRÈRES ET AMIS,

Vous savez que, depuis trois ans que la Nation françoise a repris ses droits, elle n'a cessé, comme de raison, de travailler à son bonheur. Vous avez vu comme les Représentans qu'elle a nommés, ont aboli tous les abus crians sous lesquels elle gémissoit.

Nous étions volés par des intendans; rançonnés par des juges; pressurés par des procureurs; sucés par des financiers; dupés et scandalisés par les prêtres; méprisés et opprimés par les nobles.

Nous étions obsédés de commis au sel, de commis au tabac, de commis aux aides, tant ambulans que permanens; nous étions grevés d'impôts de toute espèce; surchargés de taxes, de corvées, de redevances; nous étions pour un mot mis en prison; pour un pigeon ou une biche, envoyés aux galères; et pour le plaisir du prince, arrachés de nos foyers, et contraints de verser notre sang dans ses injustes querelles.

Enfin nous supportions toutes les charges de la société, sans en partager les avantages. La naissance, la protection, la fortune conduisoient à toutes les places, et la vertu pauvre ne pouvoit les obtenir.

Il falloit bien que le régime affreux qui consacroit tant d'injustices, fût anéanti: et ce moment est arrivé.

A

Le même jour a vu la chûte des bastilles, des barrières, des chaînes d'une multitude de victimes innocentes, la suppression des parchemins, des armoiries, des droits féodaux, des griffes de la chicane, des parlemens, de toutes les régies désastreuses; enfin l'abolition de tous les priviléges de l'orgueil et des institutions qui partageoient le peuple en deux classes, celle des oppresseurs, et celle des opprimés.

Alors vous vous êtes réjouis, bons Laboureurs; vous avez dansé; mais parmi les accens de l'allégresse publique, vous avez entendu dire aux uns: *le peuple nomme ses pasteurs ; il ne paye plus de dîme ; donc on touche à l'encensoir ; donc la Religion est détruite.*

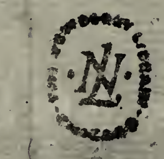
D'autres, dont les doigts crochus sont tous noircis d'encre, s'écrioient: *tout est bouleversé. La justice est rendue gratuitement: c'est la confiance et non l'argent qui en nomme les dépositaires. Les juges de paix nous coupent les vivres.*

D'autres vous répétoient ; *la Monarchie est renversée ; tous les rangs sont confondus ; et ce maudit tiers-état, qui est plus riche en talens et en vertus, que nous, va nous reloger à son tour dans l'obscurité.*

Enfin un grand nombre de fainéans et d'hipocrites, qui jadis échangeoient des places en paradis pour de bons héritages sur la terre, ont dit à l'oreille de vos femmes: *l'excommunication attend ceux qui acheteront nos biens : ainsi avertissez vos maris, si vous avez pitié de leur ame.*

Quand on vous a conté toutes ces sornettes, vous vous êtes mis à rire; et quant aux menaces des bulles de Rome, vous avez répondu qu'elles étoient bonnes au temps qu'on croyoit aux sorciers et aux *loups-garous*, mais qu'aujourd'hui on étoit revenu de tout cela. Bref, vous avez racheté les terres de vos trop crédules ancêtres : vous les avez ensemencées, et vous avez vu que le saint père, malgré sa prétendue infaillibilité, n'avoit pas le don de rendre stérile un sol arrosé de vos sueurs et échauffé des rayons du soleil.

Tout alloit bien jusques-là, frères et amis; on étoit accoutumé aux criailleries des mécontens : on ne s'en appercevoit même plus; mais voilà qu'ils ont fait succéder l'audace à la plainte. Aujourd'hui ils veulent détruire tout ce qui est fait, vous ravir tous les bienfaits que la Constitution vous assure, et vous ramener tous les maux dont vous vous étiez délivrés par votre courage.



Il s'agit maintenant de vous réunir aux bons François, afin d'éviter les pièges qu'ils nous tendent, et les fers qu'ils veulent nous imposer. Connoissez donc les manœuvres qu'ils employent pour nous perdre, et les moyens qui sont en notre pouvoir pour rendre leurs complots sans effet.

Des financiers agioteurs sont chargés par l'accaparement du numéraire, d'arrêter le cours des échanges, de faire renchérir les denrées, et d'empêcher le pauvre de travailler et de vivre.

Mais les imbécilles ont été trompés dans leur attente. Ils s'imaginoient que nous ne pouvions nous passer d'argent. Cependant jamais nos manufactures n'ont été si actives, et notre commerce si florissant.

Maintenant avec les cloches des églises et abbayes supprimées, on fabrique tous les jours de la petite monnoie à l'empreinte de la Liberté. Quoiqu'il se trouve des hommes assez vils pour la vendre à nos ennemis, l'émission doit en être si considérable, qu'il a été dit à l'Assemblée Nationale, le 27 Février dernier; que *la France avoit peut-être en ce moment plus de numéraire effectif, qu'aucune autre puissance de l'Europe, dans ses coffres.*

Dans peu nous aurons les petits assignats dont la création a été nouvellement décrétée. Ils remplaceront les *billets de confiance* qui seuls, avec l'approbation des Municipalités, pourroient nous tenir lieu d'espèces sonnantes. Ainsi la disette momentanée que nous éprouvons, ne peut durer long-temps, ni par conséquent, prolonger nos inquiétudes.

Aux manœuvres des agioteurs se joignent celles des mauvais prêtres qui cherchent à exciter la guerre civile.

Sous le masque de la Religion, ils endoctrinent les femmes, séduisent les enfans, sement le trouble dans les familles, et usent de tous les moyens que peuvent inventer la perfidie et la vengeance, pour nous faire entre-égorger. Mais leur hipocrisie n'en impose plus qu'aux sots.

Nous sommes tous disposés à ne point tourner nos armes contre nous, mais contre nos ennemis communs. Nous savons que la Loi protège tous les cultes; qu'en exerçant le sien, chacun agit pour soi; et que personne n'est comptable de sa croyance, qu'au tribunal de la Divinité. Nous savons que nous n'avons pas plus le droit d'empêcher un de nos frères de l'adorer

à sa manière, qu'il n'a celui de nous forcer de l'adorer à la sienne.

Les seuls devoirs imposés indistinctement à tous ceux qui professent des opinions religieuses, sont la soumission aux autorités civiles, le maintien du repos et de la tranquillité publique. C'est aux Tribunaux seuls à juger et à punir les coupables. Si vous pensez comme nous, frères et amis, vous dénoncerez tous les perturbateurs; mais il est bien décidé que malgré les efforts des prêtres, nous ne nous batterons pas pour eux.

Avec les agioteurs et les prêtres fanatiques correspondent les ci-devant nobles qui se sont éloignés de leur Patrie, pour venir ensuite la ravager et massacrer ceux qui s'opposeront au rétablissement des blasons, des justices seigneuriales, des fiefs, des droits féodaux et de tous les priviléges exclusifs.

Rassemblés au-delà de nos frontières, les traîtres cherchent à soulever contre nous toutes les puissances de l'Europe, et n'attendent que la réunion de leurs forces pour venir nous attaquer de tous côtés : voilà les monstres qu'il nous faut écraser, s'ils ne viennent à résipiscence : voilà ceux contre qui il faut nous réunir pour défendre nos droits les plus sacrés, notre Egalité, notre Liberté. C'est une guerre en règle qu'ils voudroient nous voir soutenir. Entendons-nous bien, et nous leur montreront à qui ils se jouent.

La dépense qu'ils nous occasionnent, direz-vous, doit être considérable. C'est vrai; mais vous allez voir qu'on a trouvé un bon moyen de leur en faire acquitter leur part, s'ils ne la payent pas toute entière.

Vous savez, frères et amis, que tous ces lâches émigrés ont laissé en France de grands biens; mais ce que vous ignorez peut-être, c'est que l'Assemblée Nationale et le Roi ont unanimement décidé que ces Propriétés étoient maintenant sous la main de la Nation.

Ainsi elles sont sous la sauvegarde de la Loi, et elles nous répondent de nos avances. Il est donc de notre intérêt de veiller à leur conservation, et de les préserver du ravage dont il n'y a que des brigands qui puissent les menacer.

Ceux qui cherchent à augmenter la détresse du peuple, voudroient bien lui faire saccager les châteaux, pour lui voir doubler les frais de la guerre. En les ravageant, on priveroit le trésor public de la partie

des revenus qu'ils vont y fournir, ainsi que de la somme à laquelle ils sont imposés sur les rôles de la contribution foncière. Vous n'avez sûrement pas oublié qu'ils y doivent être évalués sur le pied des meilleures terres labourables, et que leur cotisation augmente en proportion de leurs étages.

Il est donc clair que leur ruine étant, sous tous les points de vue, en pure perte pour la Nation, il ne peut y avoir que des ennemis de son bonheur, qui essaieroient de l'opérer; il est clair que, si nous laissons attenter à la fortune de l'Etat, il n'en est aucune qui soit à l'abri de la dévastation.

Songeons combien la privation de cette ressource nous seroit funeste, puisqu'elle est destinée à l'entretien de nos Volontaires nationaux, et de nos Troupes de ligne qu'on travaille maintenant à completter.

Vous n'ignorez pas que la Patrie, pour se mettre dans un état de force respectable, demande en ce moment cinquante mille hommes. Malgré la bonté de sa cause, elle ne donne pas moins que 80 liv. d'engagement à ceux qui voudront la défendre pendant trois ans dans l'infanterie; et 120 liv. à ceux qui, pendant quatre ans, préféreront de la servir dans la cavalerie et l'artillerie.

Si vous sentez combien ces dépenses sont utiles; il doit vous paroître intéressant que de bons Citoyens en profitent. La plupart de ceux des villes ont envoyé leurs enfans tous équipés sur les frontières. C'est aux Habitans des campagnes à faire aussi des sacrifices. Plusieurs ont chez eux des garçons forts et vigoureux à ne rien faire : ce sont ces gaillards-là qui sont accoutumés à la fatigue, qui devroient à leur tour grossir notre Armée. D'un coup de poing un seul d'entr'eux vous culbuteroit deux ou trois petits barons, et ce seroit pour eux une honte, s'ils n'exterminoient pas leur part de nos ennemis.

Outre les financiers, les prêtres et les ci-devant nobles qui cherchent à nous ramener les anciens abus, il faut compter un tas de gens prêts à tout sacrifier à leur intérêt particulier, et pour de l'or, à commettre tous les crimes.

Les uns se chargent de répandre les bruits les plus propres à alarmer; ce sont eux qui s'efforcent de vous faire croire que vous paierez plus qu'autrefois: pour cela, ils vous font des comparaisons fausses des

anciennes et des nouvelles impositions ; ils exagèrent les dernières, parce qu'elles sont simples, et qu'elles portent sur tous, sans distinction ; ils diminuent les autres en n'y comprenant pas le détail de cette multitude d'accessoires trop onéreux pour être oubliés de sitôt.

Le but de leur grossier artifice est de retarder ou d'empêcher le recouvrement des contributions, parce qu'ils savent que, sans elles, les Etats les mieux constitués ne peuvent se soutenir ; et qu'ainsi le nôtre qui n'est pas encore affermi de la secousse qu'il vient d'éprouver, seroit bientôt détruit.

Mais, frères et amis, il faut fermer l'oreille à leurs perfides insinuations, et vous persuader que, si vous souffrez, tout le monde souffre avec vous ; il faut penser que le seul moyen de rétablir le calme et la paix, sans lesquels nous ne recueillerons point les avantages de notre Constitution, c'est de montrer un caractère de fermeté inébranlable, et sur-tout de payer notre contingent avec exactitude ; il faut nous dire à nous-mêmes : c'est un temps pénible à passer ; mais tenons-nous bien, soyons unis, courageux, désintéressés ; suivons les Loix, et nous nous en tirerons avec gloire.

Il en est d'autres qui, en nous annonçant la disette, travaillent sourdement à nous la donner, espérant que si nous étions sans pain, nous finirions par nous manger les uns les autres, et nous rendre à la discrétion de nos ennemis.

Ne pouvant exporter les grains hors du Royaume, parce que des cordons de troupes s'opposent à leur sortie, ils voudroient en empêcher la libre circulation dans l'intérieur. Quand des blés passent d'un Département, qui en récolte au-delà de sa consommation, dans un autre qui n'en a pas assez, ils soulèvent le peuple, et l'engagent à piller des envois dont la destination est si sacrée : comme si des François qui ne composent plus qu'une famille de frères, ne devoient pas se secourir mutuellement ! comme s'ils n'en avoient pas réitéré le serment, le jour mémorable du 14 Juillet !

Mais, frères et amis, au lieu de devenir parjures et brigands en suivant leurs conseils pervers, soyons justes et conséquens à nos principes. Si nous aimons une Loi, parce qu'elle nous est aujourd'hui avantageuse, ne la violons pas, parce que d'autres en partagent les bienfaits.

Les Citoyens d'Alençon, par exemple, n'oublieront

point qu'en 1789, ils manquoient de subsistances. Ils furent en chercher à une distance de 30 lieues. Que leur eût servi d'avoir été si loin, et à si grands frais remplir une mission aussi importante, si on eût pu leur en ravir impunément les fruits; si on leur eût enlevé leur convoi, sous prétexte que la destination en étoit suspecte. Malgré la rigueur du temps, leurs subsistances furent respectées. Respectons donc aussi celles qu'attendent avec impatience des hommes qui nous en rendront à leur tour, quand nous en aurons besoin. Songeons que violer cette maxime, c'est attenter à la sûreté publique et à notre Constitution; elle charge spécialement les Commissaires du Roi d'en poursuivre les infracteurs. Dénonçons-les nous-mêmes à ces Magistrats, et attendons avec confiance la décision des Tribunaux.

Savez-vous quel est le but de ces imposteurs, en excitant le peuple à commettre des voies de fait? c'est de faire renchérir les subsistances. Quoiqu'une vraie disette soit impossible dans un Royaume aussi fertile et aussi bien cultivé que le nôtre, il ne faut qu'en montrer l'apparence pour qu'on y croie. Si à ces craintes imaginaires, on peut joindre celle des excès où se porte la multitude, ceux qui ont des grains à vendre les gardent dans leurs greniers, plutôt que de les exposer avec leur vie, en les apportant à la halle.

Ainsi menacer ou maltraiter les vendeurs, c'est à coup sûr les éloigner et s'obliger à acheter leurs denrées plus cher. Sonner inutilement l'alarme, c'est se faire tort à soi-même; c'est avertir les propriétaires des objets de première nécessité, de ne s'en pas défaire sitôt, puisque le seul moyen d'en faire augmenter le prix, c'est de les rendre rares.

Il est une autre manœuvre dont nous devons vous prévenir, frères et amis, et qui vous paroîtroit incroyable, si l'expérience ne nous avoit convaincus de sa réalité : il existe des scélérats qui achètent des blés, pour les jeter ensuite dans les rivières.

A la noirceur du crime, vous pensez bien qu'il ne peut y avoir que des émigrés qui l'aient imaginé, et des agens à eux qui puissent l'exécuter sans frémir. Mais il est un moyen sûr de faire échouer de tels projets; car il n'est personne parmi vous d'assez dépravé pour se prêter à les faire réussir.

Gardez-vous donc de vendre vos grains hors des

halles à des inconnus qui vous proposeroient même de les payer en argent. Ce sont ceux-là qui, dans la crainte d'être découverts dans les villes, se répandent dans les campagnes, pour vous tenter par le vil appât du gain, et vous faire coopérer à votre propre ruine.

Certes vous êtes trop compatissans, trop généreux pour contribuer à faire mourir de faim vos Concitoyens indigens. Pour vous préserver de tremper même involontairement dans ce barbare dessein, ne vendez, ne livrez vos subsistances que dans les marchés publics, et vous serez assurés qu'elles seront destinées à alimenter des François, et non à être englouties dans le sein de la terre ou des eaux

Tels sont, frères et amis, les pièges les plus dangereux qu'on nous tend pour nous asservir, et les moyens salutaires de les éviter. Puissent ces avertissemens fraternels ne pas être sans succès ! Vous les devez à notre attachement inébranlable à la Constitution que nous avons jurée. C'est lorsqu'on la menace, que ses vrais défenseurs doivent réunir leurs forces pour la soutenir. Le dépôt en est confié à notre courage et à celui de nos Représentans; rallions-nous autour d'eux malgré les calomnies dont on les environne; et soyons assurés que, partageant le vœu de tous les François, la majorité de l'Assemblée Nationale périra plutôt que de laisser attenter à la charte qui renferme nos Droits et ceux du genre humain.

Les Citoyens composant la Société Patriotique établie à Alençon, sous le titre des Amis réunis, *après avoir examiné cette Adresse, rédigée par leurs Commissaires nommés à cet effet, en ont arrêté l'impression et l'envoi aux Habitans des campagnes, tant de leur Département, que de ceux qui les avoisinent.*

A Alençon, ce premier Mars 1792, l'an 4 de la Liberté Françoise.

A Alençon, de l'Imprimerie de MALASSIS fils du Jeune, place du Palais. 1792.